



Rafah : empêcher le carnage

Un bain de sang se prépare à Rafah, ville la plus au sud de la bande de Gaza où ont trouvé refuge 1,5 million de réfugiés chassés par quatre mois de bombardements israéliens. Netanyahu a ordonné à son armée de donner l'assaut, menaçant la vie de ces enfants, femmes et hommes entassés sous des tentes de fortune, affamés, livrés aux épidémies et privés de soins.

Comment ne pas partager le cri d'alarme lancé par le journaliste israélien Gideon Levy dans *Haaretz* (11 février) : « *Il est impossible d'envahir Rafah aujourd'hui sans commettre de crimes de guerre. Si les forces de défense israéliennes envahissent Rafah, la ville deviendra un charnier.* »

Comment ne pas partager l'indignation de Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, contre « *la complicité des pays qui se réclament du droit international (...) au premier rang desquels les États-Unis. Mais avec le concours actif de pays européens dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France* » (France Info, 8 février).

Car il est un fait que dénonce Rony Brauman : « *Tous les jours, il y a une sorte de pont aérien entre les États-Unis notamment, mais aussi l'Europe vers Israël, qui permet de tirer des milliers, des milliers et des milliers de missiles, de munitions diverses.* »

Le mercredi 14 février, à 17 h 30 au métro Invalides à Paris, le Collectif pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens appelle à se rassembler. Il « *interpelle les autorités françaises (...). Il faut passer aux actes, suspendre toute coopération militaire avec Israël et prendre des sanctions diplomatiques et économiques contre l'État d'Israël tant qu'il ne se conforme pas aux ordonnances de la Cour internationale de justice.* »

Compte tenu de l'urgence de la situation, la moindre des choses que les travailleurs et les jeunes de notre pays sont en droit d'attendre des partis et organisations de « gauche » qui parlent en leur nom, c'est qu'elles mobilisent en masse maintenant pour imposer au gouvernement Macron :

- **l'arrêt immédiat de toute aide militaire et financière à Israël ;**
- **la rupture des relations diplomatiques, économiques et militaires avec Israël.**

C'est ce que dira dans ce rassemblement la délégation du Parti des travailleurs.

Montreuil, le 13 février 2024